

SENATO DELLA REPUBBLICA

VI LEGISLATURA

(N. 1892)

DISEGNO DI LEGGE

presentato dal **Ministro degli Affari Esteri**

(RUMOR)

di concerto col **Ministro dei Trasporti**

(MARTINELLI)

e col **Ministro delle Finanze**

(VISENTINI)

COMUNICATO ALLA PRESIDENZA IL 27 GENNAIO 1975

Approvazione ed esecuzione dell'Accordo relativo ai trasporti aerei tra la Repubblica italiana e la Repubblica tunisina, firmato a Roma il 7 dicembre 1973

ONOREVOLI SENATORI. — In data 7 dicembre 1973 è stato firmato a Roma l'Accordo relativo ai trasporti aerei tra la Repubblica italiana e la Repubblica tunisina.

La parte normativa dell'Accordo, redatta sulla base dello schema tipo, prevede all'articolo 4 la regolamentazione concernente la materia doganale, consentendo alle imprese designate l'esenzione dai dazi doganali per i carburanti, per i lubrificanti, per le provviste di bordo, per le parti di ricambio e per tutto quello che normalmente si trova a bordo degli aeroplani.

L'articolo 5 regola la materia valutaria. È pertanto consentito a ciascuna compagnia di trasferire nel proprio Paese gli utili ottenuti dall'esercizio della propria attività commerciale svolta nel Paese dell'altra Parte contraente.

L'articolo 6 consente a ciascuna compagnia di bandiera di istituire nel territorio dell'altra Parte, osservandone la legislazione vigente, propri uffici di rappresentanza e di impiegarvi proprio personale qualificato.

L'articolo 7 definisce le modalità della designazione di una compagnia aerea quale vet-

tore nazionale e stabilisce i diritti al sorvolo, allo scalo tecnico e agli scali per scopi commerciali con il divieto tuttavia per il cabotaggio.

L'articolo 13 fissa le modalità per la determinazione delle tariffe seguendo, fintantochè possibile, il meccanismo adottato dall'Associazione internazionale del trasporto aereo (IATA).

L'articolo 15 definisce i termini nei quali ciascuna Parte può denunciare l'Accordo.

L'articolo 16 consente di modificare le disposizioni dell'Accordo attraverso consulta-

zioni fra le Autorità aeronautiche il cui risultato dovrà essere confermato da uno Scambio di Note diplomatiche.

L'articolo 17 disciplina la soluzione di eventuali controversie direttamente fra le Parti o attraverso i normali canali diplomatici. Nell'eventualità che non fosse possibile trovare un accordo diretto, è previsto il ricorso alla Corte internazionale di giustizia.

La parte propriamente tecnica dell'Accordo, cioè l'Annesso, prevede per l'Italia la possibilità di servire Tunisi e per la Tunisia di fare scalo a Roma.

DISEGNO DI LEGGE

Art. 1.

È approvato l'Accordo relativo ai trasporti aerei tra la Repubblica italiana e la Repubblica tunisina, firmato a Roma il 7 dicembre 1973.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data all'Accordo di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 18 dell'Accordo stesso.

ACCORD RELATIF AUX TRANSPORTS AERIENS
ENTRE LA REPUBLIQUE ITALIENNE ET LA REPUBLIQUE TUNISIENNE

Le Gouvernement de la République Italienne et le Gouvernement de la République Tunisienne, désireux de favoriser le développement des transports aériens entre l'Italie et la Tunisie et de poursuivre, dans la plus large mesure possible, le développement de la coopération internationale dans ce domaine, en s'inspirant des principes et des dispositions de la Convention relative à l'Aviation Civile Internationale signée à Chicago le 7 Décembre 1944;

sont convenus de ce qui suit:

Article premier

Pour l'application du présent Accord et de son Annexe:

a) l'expression « La Convention » désigne la Convention relative à l'Aviation Civile Internationale signée à Chicago le 7 Décembre 1944 et tout amendement adopté conformément aux dispositions de ladite Convention;

b) le terme « Territoire » s'entend tel qu'il est défini à l'Article 2 de la Convention;

c) l'expression « Autorités Aéronautiques » signifie, en ce qui concerne la République Italienne le « Ministero dei Trasporti e della Aviazione Civile — Direzione Generale dell'Aviazione Civile » et en ce qui concerne la République Tunisienne le Ministère de l'Economie Nationale — Direction des Transports — ou dans les deux cas, toute personne ou tout organisme qui serait habilité à assurer les fonctions actuellement exercées par les Autorités précitées;

d) l'expression « Services agréés » désigne les services aériens spécifiés au tableau des routes figurant à l'Annexe du présent Accord;

e) l'expression « Entreprise désignée » s'entend de toute entreprise de transport aérien que l'une des Parties Contractantes aura désignée aux Autorités Aéronautiques de l'autre Partie Contractante, conformément aux dispositions de l'Article 8 du présent Accord, pour l'exploitation des services agréés.

Article 2

a) Les lois et règlements de chaque Partie Contractante relatifs à l'entrée, au séjour et à la sortie de son territoire des aéronefs employés au transport international, ou relatifs à l'exploitation et à la navigation desdits aéronefs durant leur présence dans les limites de son territoire, s'appliquent aux aéronefs de l'entreprise désignée de l'autre Partie Contractante.

b) Les passagers et les équipages des aéronefs ainsi que les expéditeurs de marchandises sont tenus de se conformer soit personnellement, soit par l'intermédiaire d'un tiers agissant en leur nom et pour leur compte, aux lois et règlements régissant, sur le territoire de chaque Partie Contractante, l'entrée, le séjour et la sortie des passagers, équipages ou marchandises, tels que ceux qui s'appliquent à l'entrée, aux formalités de congé, à l'immigration, à l'émigration, aux passeports, aux douanes, au régime des devises et à la quarantaine.

c) Les passagers, bagages et marchandises en transit par le territoire d'une Partie Contractante et ne quittant pas la zone de l'aéroport qui leur est réservée ne seront soumis

qu'à un contrôle le plus simplifié possible. Les bagages et marchandises en transit direct seront soumis à la réglementation douanière en vigueur dans le Pays de transit.

Article 3

Les certificats de navigabilité, les brevets d'aptitude et les licences délivrés ou validés par l'une des Parties Contractantes, et non périmés, sont reconnus valables par l'autre Partie Contractante aux fins d'exploitation des services aériens spécifiés à l'Annexe ci-jointe.

Chaque Partie Contractante se réserve, cependant, le droit de ne pas reconnaître valables, pour la circulation audessus de son propre territoire, les brevets d'aptitude et licences délivrés ou validés à ses propres ressortissants par l'autre Partie Contractante ou par un Etat tiers et validés par cette Partie Contractante et dans le cas où ces brevets et licences ne seraient pas conformes aux standards O.A.C.I. (Organisation de l'Aviation Civile Internationale).

Article 4

a) Les aéronefs de l'entreprise de l'une des Parties Contractantes utilisés en trafic international, ainsi que les carburants, huiles lubrifiantes, pièces de rechange, outillage, équipements normaux et provisions, se trouvant à bord des aéronefs, seront à leur arrivée sur le territoire de l'autre Partie Contractante et à leur départ entièrement exemptés des droits de douane, frais d'inspection et autres taxes et impositions.

b) Les carburants, huiles lubrifiantes et provisions de bord embarqués sur le territoire de l'une des Parties Contractantes aux fins d'utilisation par les aéronefs de l'entreprise désignée par l'autre Partie Contractante et affectés à un trafic international seront totalement exemptés des droits de douane et autres taxes et impositions à l'exception des redevances représentatives de services rendus.

c) Seront également exemptés des droits de douane et autres taxes et impositions, à l'exception des redevances représentatives de services rendus, les pièces de rechange, équipements normaux introduits et utilisés sur le territoire de l'une des Parties Contractantes pour l'entretien ou la réparation des aéronefs de l'entreprise désignée de l'autre Partie Contractante utilisés en trafic international. La même exemption est accordée aux provisions de bord, introduits par avion dans les aéroports d'une Partie Contractante pour être utilisés exclusivement à bord desdits aéronefs.

d) Les articles qui bénéficient d'un régime de faveur en vertu des alinéas *a*, *b*, et *c* ci-dessus peuvent être déposés dans les aéroports d'une des Parties Contractantes par l'entreprise désignée de l'autre Partie Contractante et ne pourront être cédés, loués ou prêtés sauf autorisation des Autorités compétentes et conformément aux dispositions en vigueur en la matière.

e) Dans le cas où lesdits articles n'auraient été ni utilisés, ni montés sur un aéronef, ils pourront être réexportés en exemption des droits de douane et autres taxes et impositions.

f) Les articles exemptés des droits de douane et autres taxes et impositions en vertu des alinéas *a*, *b*, et *c* ci-dessus, demeureront à la disposition de l'entreprise propriétaire, sous réserve d'un contrôle douanier approprié.

Article 5

Chacune des Parties Contractantes accordera à l'entreprise de l'autre Partie Contractante le droit de transférer à son siège, le solde des recettes résultant de l'exploitation des services agréés, conformément au régime de paiement régissant les relations financières entre les deux Parties Contractantes.

Article 6

Chacune des Parties Contractantes accordera sur la base de reciprocité à l'entreprise désignée de l'autre Partie Contractante le droit de maintenir sur son propre territoire les services techniques, administratifs et commerciaux indispensables à son activité.

Pour le fonctionnement de ses services ladite entreprise aura le droit d'employer du personnel de commandement ayant sa propre nationalité en conformité aux lois et règlements en vigueur du Pays dans lequel ce personnel est employé.

Dans la mesure où l'entreprise désignée renonce à avoir une organisation propre en certains points du territoire de l'autre Partie Contractante, elle chargera des travaux éventuels le personnel des aéroports ou celui de l'entreprise désignée de l'autre Partie Contractante.

Article 7

1) Chaque Partie Contractante accorde à l'autre Partie Contractante, au profit de l'entreprise désignée les droits spécifiés aux paragraphes 2 et 3 du présent Article.

Pour l'application du présent paragraphe, chaque Partie Contractante pourra désigner les routes à suivre sur son territoire par l'entreprise de l'autre Partie Contractante ainsi que les aéroports pouvant être utilisés.

2) L'entreprise désignée par chacune des Parties Contractantes jouira sur le territoire de l'autre Partie Contractante, des droits de survol, de transit et d'escale technique pour l'exploitation des services aériens internationaux réguliers et non-réguliers.

3) Elles jouiront en outre, pour l'exploitation des services agréés, des droits d'embarquer, de débarquer en trafic international, des passagers, des envois postaux et des marchandises.

Article 8

a) Les services agréés pourront être exploités immédiatement ou à une date ultérieure, au choix de la Partie Contractante à laquelle les droits sont accordés,

à condition que:

1) La Partie Contractante à laquelle les droits ont été accordés ait désigné une entreprise de transport aérien pour exploiter les services spécifiés à l'Annexe du présent Accord;

2) La Partie Contractante qui accorde les droits ait donné, dans les conditions prévues au paragraphe b) ci-dessous, à l'entreprise intéressée l'autorisation d'exploitation requise, laquelle devra être accordée, dans le plus court délai possible, sous réserve des dispositions de l'Article 10 du présent Accord.

b) L'entreprise désignée peut être appelée à fournir aux Autorités Aéronautiques de la Partie Contractante qui concède les droits, la preuve qu'elle se trouve en mesure de satisfaire aux exigences prescrites par les lois et règlements normalement appliqués par ces Autorités au fonctionnement des entreprises de transport aérien.

Article 9

Les entreprises désignées présenteront pour l'approbation des Autorités Aéronautiques des deux Parties Contractantes, soixante jours (60) au plus tard avant le début de l'exploitation des services agréés, la nature du transport, les types d'avions utilisés et les horaires envisagés.

Article 10

Chaque Partie Contractante se réserve le droit de refuser à une entreprise désignée de l'autre Partie Contractante l'autorisation d'exploitation prévue à l'Article 8 du présent Accord ou de révoquer une telle autorisation lorsque, pour des motifs fondés, elle estime ne pas avoir la preuve qu'une part prépondérante de la propriété et le contrôle effectif de cette entreprise appartiennent à l'autre Partie Contractante ou à des nationaux de cette dernière ou lorsque cette entreprise ne se conforme pas aux lois et règlements visés à l'Article 2 ou ne remplit pas les obligations que lui imposent le présent Accord et son Annexe.

A moins que le retrait de l'autorisation, la suspension des droits, ou l'imposition des conditions citées au paragraphe ci-dessus du présent Article ne s'avèrent immédiatement indispensable pour éviter les infractions aux lois ou aux règlements, ce droit ne sera exercé qu'après consultation avec l'autre Partie Contractante.

Article 11

Les entreprises désignées par chacune des deux Parties Contractantes devront être assurées d'un traitement juste et équitable, afin de bénéficier de droits égaux pour l'exploitation des services agréés.

Les entreprises désignées prendront en considération sur les parcours communs leurs intérêts mutuels, afin de ne pas affecter indûment leurs services respectifs.

Article 12

Pour l'exploitation des services agréés:

1) La capacité sera répartie également entre les entreprises tunisienne et italienne désignées;

2) la capacité totale mise en oeuvre sera adaptée aux besoins qu'il est raisonnable de prévoir.

Toutefois, pour répondre aux exigences d'un trafic imprévu ou momentané sur ces mêmes routes ou à une diminution imprévue de la capacité offerte, les entreprises désignées devront décider entre elles des mesures appropriées pour satisfaire cette augmentation temporaire de trafic ou pour remédier à cette diminution de la capacité offerte. Elles en rendront compte immédiatement pour approbation aux Autorités Aéronautiques de leurs Pays respectifs qui pourront se consulter si elles le jugent utile.

Article 13

Les tarifs des services agréés seront fixés à des taux raisonnables, en prenant en considération tous les éléments déterminants comprenant le coût de l'exploitation, un bénéfice raisonnable, les caractéristiques de chaque service et les tarifs appliqués par d'autres entreprises de transports aériens desservant tout ou partie de la même route. Les tarifs seront fixés conformément aux dispositions suivantes:

a) Les tarifs seront, si possible, fixés d'un commun accord entre les entreprises désignées après consultation, s'il y a lieu, d'autres entreprises de transports aériens desservant tout ou partie de la même route. Cet accord sera réalisé, autant que possible, suivant les pro-

LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

cédures de l'Association Internationale des Transports Aériens. Les tarifs ainsi convenus seront soumis à l'approbation des Autorités Aéronautiques des Parties Contractantes au minimum quarante-cinq (45) jours avant la date prévue pour leur entrée en vigueur. Si les Autorités Aéronautiques de l'une des Parties Contractantes n'approuvent pas ces tarifs, notification en sera faite par écrit aux Autorités Aéronautiques de l'autre Partie Contractante dans les trente (30) jours suivant la date de la communication de ces tarifs ou dans un autre délai à convenir.

b) A défaut d'accord entre les entreprises désignées ou si les tarifs ne sont pas approuvés, les Autorités Aéronautiques des deux Parties Contractantes s'efforceront de trouver un arrangement sur les tarifs à établir.

c) A défaut de règlement, le différend sera soumis à la procédure prévue à l'Article 17 du présent Accord.

d) Les tarifs déjà établis resteront en vigueur jusqu'à ce que les nouveaux tarifs soient fixés conformément aux dispositions des alinéas a, b et c ci-dessus.

Article 14

Le présent Accord et son Annexe seront enregistrés à l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale.

Article 15

Chaque Partie Contractante pourra à tout moment notifier à l'autre Partie Contractante son désir de mettre fin au présent Accord; une telle notification sera simultanément faite à l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale.

Le présent Accord prendra fin douze mois après la date de réception de la notification par l'autre Partie Contractante, à moins que ladite notification ne soit retirée d'un commun accord avant l'expiration de cette période. Au cas où la Partie Contractante qui recevrait une telle notification n'en accuserait pas réception, la notification serait tenue pour reçue quinze (15) jours après sa réception par l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale.

Article 16

Dans un esprit d'étroite coopération, les Autorités Aéronautiques des deux Parties Contractantes se consulteront en cas de besoin en vue de s'assurer de l'application satisfaisante des principes définis au présent Accord.

En outre, les Autorités Aéronautiques d'une des Parties Contractantes peuvent à tout moment demander une consultation aux Autorités Aéronautiques de l'autre Partie Contractante, en vue d'apporter au présent Accord ou à son Annexe tout amendement qui paraîtrait désirable. La consultation devra commencer au plus tard dans un délai de soixante (60) jours à compter de la date de la demande.

Toute modification au présent Accord, approuvée par les Autorités Aéronautiques entrera en vigueur après sa confirmation par un échange de notes par voie diplomatique.

Article 17

Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'application du présent Accord et de son Annexe sera réglé soit par entente directe entre les Autorités Aéronautiques des deux Parties

LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

Contractantes, soit par la voie diplomatique; durante ces consultation, le *statu-quo* sera maintenu.

Toutefois, les Parties Contractantes pourront d'un commun accord porter le différend devant la Cour Internationale de Justice. Les Parties Contractantes s'engagent à se conformer aux mesures provisoires qui pourront être édictées au cours de l'instance ainsi qu'à la décision de la Cour Internationale de Justice, cette dernière étant dans tous les cas considérée comme définitive.

Si l'une des Parties Contractantes ne se conforme pas aux décisions de la Cour Internationale de Justice, l'autre Partie Contractante pourra aussi longtemps que durera ce manquement, limiter, suspendre, ou révoquer les droits ou privilèges qu'elle avait accordés en vertu du présent Accord à la Partie Contractante en défaut.

Article 18

Les dispositions du présent Accord entreront en vigueur dès que les deux Parties Contractantes se seront mutuellement notifié l'accomplissement des formalités relatives à sa ratification.

Fait à Rome, le 7 Décembre 1973 en deux exemplaires en langue française, les deux textes faisant également foi.

*Pour le Gouvernement
de la République Italienne*

MORO

*Pour le Gouvernement
de la République Tunisienne*

MASMOUDI

ANNEXE

TABLEAU DES ROUTES

Routes tunisiennes:

Points en Tunisie - Rome et vice versa.

Routes italiennes:

Points en Italie - Tunis et vice versa.

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N.B. — *Il testo facente fede è unicamente quello in lingua francese, qui sopra riportato.*

ACCORDO RELATIVO AI TRASPORTI AEREI
TRA LA REPUBBLICA ITALIANA E LA REPUBBLICA TUNISINA

Il Governo della Repubblica Italiana e il Governo della Repubblica Tunisina, desiderosi di favorire lo sviluppo dei trasporti aerei tra l'Italia e la Tunisia e di continuare, nel modo più ampio possibile, lo sviluppo della cooperazione internazionale in questo settore, ispirandosi ai principi e alle disposizioni della Convenzione relativa all'Aviazione Civile Internazionale firmata a Chicago il 7 dicembre 1944,

hanno convenuto quanto segue:

Articolo 1

Ai fini dell'applicazione del presente Accordo e del suo Allegato:

a) per « la Convenzione » s'intende la Convenzione relativa all'Aviazione Civile Internazionale firmata a Chicago il 7 dicembre 1944 e gli emendamenti adottati in conformità con le disposizioni di detta Convenzione;

b) per « territorio » s'intende quanto è definito dall'Articolo 2 della Convenzione;

c) per « Autorità Aeronautiche » s'intende, per quanto riguarda la Repubblica Italiana il Ministero dei Trasporti e dell'Aviazione Civile — Direzione Generale dell'Aviazione Civile e, per quanto riguarda la Repubblica Tunisina, il Ministero dell'Economia Nazionale — Direzione dei Trasporti — o nei due casi, qualunque persona o ente autorizzato a svolgere le funzioni attualmente esercitate da dette Autorità;

d) per « Servizi concordati » si intendono i servizi aerei specificati nella tabella delle rotte che figura nell'Allegato del presente Accordo;

e) per « Compagnia designata » s'intende qualunque compagnia aerea che una delle Parti Contraenti avrà designato alle Autorità Aeronautiche dell'altra Parte Contraente, in conformità con le disposizioni dell'Articolo 8 del presente Accordo, per l'esercizio dei servizi concordati.

Articolo 2

a) Le leggi e i regolamenti di ciascuna Parte Contraente relativi all'entrata, alla sosta e all'uscita dal suo territorio di aeromobili impiegati nel trasporto internazionale, o relativi all'esercizio e alla navigazione di detti aeromobili durante la loro sosta nei confini del suo territorio, vengono applicati agli aeromobili della compagnia designata dell'altra Parte Contraente.

b) I passeggeri e gli equipaggi degli aeromobili, nonché gli speditonieri sono tenuti a conformarsi sia personalmente sia tramite una terza persona che agisce in nome e per loro conto, alle leggi e regolamenti che regolano, nel territorio di ciascuna Parte Contraente, l'entrata, la sosta e l'uscita dei passeggeri, equipaggi o merci, cioè a quelli che si applicano al-

LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

l'entrata, alle formalità di autorizzazione, all'immigrazione, all'emigrazione, ai passaporti, alle dogane, alla regolamentazione delle divise e alla quarantena.

c) I passeggeri, i bagagli e le merci in transito sul territorio di una Parte Contraente e che non si allontanano dalla zona dell'aeroporto loro riservata saranno sottoposti al controllo più semplice possibile. I bagagli e le merci in transito diretto saranno sottoposte alla regolamentazione doganale in vigore nel paese di transito.

Articolo 3

I certificati di navigabilità, i brevetti di attitudine e le licenze rilasciate o convalidate da una delle Parti Contraenti, e non scadute, sono riconosciute valide dall'altra Parte Contraente ai fini dell'esercizio dei servizi aerei specificati nell'unito Allegato.

Ciascuna Parte Contraente si riserva, tuttavia, il diritto di riconoscere la validità, per il sorvolo del suo territorio, dei brevetti d'attitudine e licenze rilasciate o convalidate ai suoi cittadini dall'altra Parte Contraente o da uno Stato terzo e convalidate da questa Parte Contraente e nel caso in cui tali brevetti e licenze non dovessero essere conformi ai modelli O.A.C.I. (Organizzazione dell'Aviazione Civile Internazionale).

Articolo 4

a) Gli aeromobili della compagnia aerea di una delle Parti Contraenti impiegati nel traffico internazionale, nonché i carburanti, i lubrificanti, i pezzi di ricambio, gli utensili, gli equipaggiamenti normali e gli approvvigionamenti, che si trovano a bordo degli aeromobili, saranno interamente esentati all'entrata e all'uscita dal territorio dell'altra Parte Contraente dai diritti doganali, spese d'ispezione e altre tasse e imposte.

b) I carburanti, i lubrificanti e gli approvvigionamenti di bordo imbarcati sul territorio di una delle Parti Contraenti ai fini dell'utilizzazione da parte degli aeromobili della compagnia aerea designata dall'altra Parte Contraente e impiegati nel traffico internazionale saranno totalmente esentati dai diritti doganali e altre tasse e imposte, ad eccezione di quanto dovuto per servizi resi.

c) Saranno ugualmente esentati dai diritti doganali e dalle altre tasse e imposte, ad eccezione di quanto dovuto per servizi resi, i pezzi di ricambio, gli equipaggiamenti normali introdotti e utilizzati sul territorio di una delle Parti Contraenti per la manutenzione o la riparazione degli aeromobili della compagnia designata dall'altra Parte Contraente impiegati nel traffico internazionale. La stessa esenzione viene accordata agli approvvigionamenti di bordo, introdotti per via aerea negli aeroporti di una Parte Contraente per essere utilizzati esclusivamente a bordo di detti aeromobili.

d) Gli articoli che beneficiano di un regime di favore in virtù dei precedenti comma a), b) e c) possono essere depositati, negli aeroporti di una delle Parti Contraenti, dalla compagnia aerea designata dall'altra Parte Contraente e non potranno essere ceduti, affittati o prestati salvo con autorizzazione delle Autorità competenti e in conformità con le disposizioni in vigore in materia.

e) Nel caso in cui detti articoli non dovessero essere utilizzati, né montati su un'aeromobile, potranno essere riesportati in esenzione di diritti doganali e di altre tasse e imposte.

f) Gli articoli esentati dai diritti doganali, dalle altre tasse e imposte in virtù dei precedenti comma a), b) e c), rimarranno a disposizione della compagnia aerea proprietaria, con riserva di un controllo doganale adeguato.

Articolo 5

Ciascuna delle Parti Contraenti concederà alla compagnia aerea dell'altra Parte Contraente il diritto di trasferire nella sua sede il saldo delle entrate derivanti dall'esercizio dei servizi concordati, in conformità con il sistema di pagamento che regola le relazioni finanziarie tra le due Parti Contraenti.

Articolo 6

Ciascuna Parte Contraente concederà, sulla base della reciprocità, alla compagnia designata dell'altra Parte Contraente il diritto di mantenere sul suo territorio i servizi tecnici, amministrativi e commerciali indispensabili per la sua attività.

Per il funzionamento dei suoi servizi detta compagnia avrà il diritto di impiegare del personale comandato che abbia la sua stessa nazionalità in conformità con le leggi e i regolamenti in vigore nel paese in cui tale personale è impiegato.

Nella misura in cui la compagnia designata rinuncia ad avere un'organizzazione propria in alcuni punti del territorio dell'altra Parte Contraente, essa incaricherà dei lavori eventuali il personale degli aeroporti o quello della compagnia designata dell'altra Parte Contraente.

Articolo 7

1) Ciascuna Parte Contraente accorderà all'altra Parte Contraente a favore della compagnia designata, i diritti specificati dai paragrafi 2 e 3 del presente Articolo.

Ai fini dell'applicazione del presente paragrafo, ciascuna Parte Contraente potrà stabilire le rotte che dovranno essere seguite e gli aeroporti che potranno essere utilizzati sul suo territorio da parte della compagnia dell'altra Parte Contraente.

2) La compagnia designata da ciascuna delle Parti Contraenti godrà, sul territorio dell'altra Parte Contraente, dei diritti di sorvolo, di transito e di scalo tecnico per l'esercizio dei servizi aerei internazionali regolari e non regolari.

3) Esse godranno inoltre, per l'esercizio dei servizi concordati, dei diritti di imbarco e di sbarco in traffico internazionale, di passeggeri, posta e merci.

Articolo 8

a) I servizi concordati potranno essere effettuati immediatamente o in data posteriore, a scelta della Parte Contraente alla quale sono stati accordati i diritti,

a condizione che:

1) La Parte Contraente alla quale sono stati accordati i diritti abbia designato una compagnia aerea per esercire i servizi specificati nell'Allegato del presente Accordo.

2) La Parte Contraente che accorda i diritti abbia concesso alle compagnie interessate, alle condizioni previste nel comma b) seguente, l'autorizzazione d'esercizio richiesta, che dovrà essere accordata nel più breve termine possibile, con riserva delle disposizioni dell'Articolo 10 del presente Accordo.

b) La compagnia designata può essere chiamata a fornire alle Autorità Aeronautiche della Parte Contraente che concede i diritti la prova che essa è in grado di soddisfare le esigenze prescritte dalle leggi e i regolamenti normalmente applicati da tali Autorità al funzionamento delle compagnie aeree.

Articolo 9

Le compagnie designate dovranno sottoporre all'approvazione delle Autorità Aeronautiche delle due Parti Contraenti la natura del trasporto, i tipi di aerei utilizzati e gli orari previsti, almeno sessanta (60) giorni prima dell'inizio dell'esercizio dei servizi concordati.

Articolo 10

Ciascuna Parte Contraente si riserva il diritto di rifiutare a una compagnia designata dell'altra Parte Contraente l'autorizzazione d'esercizio prevista dall'Articolo 8 del presente Accordo o di revocare una tale autorizzazione qualora, per motivi fondati, ritenga di non avere la prova che una parte preponderante della proprietà e del controllo effettivo di tale compagnia appartenenga all'altra Parte Contraente o a cittadini di quest'ultima oppure qualora tale compagnia non si conformi alle leggi e regolamenti previsti dall'Articolo 2 o non adempia gli obblighi che le vengono imposti dal presente Accordo e dal suo Allegato.

Tale diritto potrà essere esercitato solo dopo essersi consultati con l'altra Parte Contraente, a meno che il ritiro dell'autorizzazione, la sospensione dei diritti o l'imposizione delle condizioni citate nel precedente comma del presente Articolo non si rendano immediatamente indispensabili per evitare le infrazioni alle leggi e ai regolamenti.

Articolo 11

Alle compagnie designate da ciascuna delle due Parti Contraenti dovrà essere assicurato un trattamento giusto ed equo, in modo che possano beneficiare di diritti uguali per l'esercizio dei servizi concordati.

Le compagnie designate prenderanno in considerazione, sui percorsi comuni, i loro reciproci interessi, al fine di non pregiudicare indebitamente i loro rispettivi servizi.

Articolo 12

Per l'esercizio dei servizi concordati:

- 1) La capacità sarà ripartita in egual misura tra le compagnie tunisina e italiana designate.
- 2) La capacità totale utilizzata sarà adattata alle necessità ragionevolmente prevedibili.

Tuttavia, per far fronte alle esigenze di un traffico imprevisto o momentaneo su queste stesse rotte oppure ad una diminuzione imprevista della capacità disponibile, le compagnie designate dovranno decidere tra loro delle misure appropriate da adottare per soddisfare tale aumento temporaneo di traffico o per rimediare a questa diminuzione della capacità disponibile. Esse le sottoporranno immediatamente all'approvazione delle Autorità Aeronautiche dei loro rispettivi paesi che potranno consultarsi se lo riterranno necessario.

Articolo 13

Le tariffe dei servizi concordati saranno fissate a dei tassi ragionevoli prendendo in considerazione tutti gli elementi determinanti comprendenti il costo dell'esercizio, un profitto ragionevole, le caratteristiche di ciascun servizio e le tariffe applicate da altre com-

pagnie aeree che fanno servizio su tutta la rotta o parte di essa. Le tariffe saranno fissate in conformità con le seguenti disposizioni:

a) Le tariffe saranno possibilmente fissate di comune accordo dalle compagnie aeree designate dopo aver consultato, se del caso, altre compagnie aeree che fanno servizio su tutta la rotta o parte di essa. Tale accordo sarà realizzato, per quanto possibile, secondo le procedure dell'Associazione Internazionale dei Trasporti Aerei. Le tariffe così concordate saranno sottoposte all'approvazione delle Autorità Aeronautiche delle Parti Contraenti almeno quarantacinque (45) giorni prima della data prevista per la loro entrata in vigore. Se le Autorità Aeronautiche di una delle Parti Contraenti non approvano queste tariffe, dovrà essere inviata una notifica scritta alle Autorità Aeronautiche dell'altra Parte Contraente entro trenta (30) giorni dalla data della comunicazione di tali tariffe o entro un altro termine da stabilire.

b) In mancanza di accordo tra le compagnie designate o qualora le tariffe non siano state approvate, le Autorità Aeronautiche delle due Parti Contraenti faranno il possibile per raggiungere un accordo sulle tariffe da fissare.

c) In mancanza di accordo, la controversia sarà sottoposta alla procedura prevista dall'Articolo 17 del presente Accordo.

d) Le tariffe già stabilite rimarranno in vigore finché non saranno fissate le nuove tariffe in conformità con le disposizioni dei precedenti comma a), b) e c).

Articolo 14

Il presente Accordo e il suo Allegato saranno registrati presso l'Organizzazione dell'Aviazione Civile Internazionale.

Articolo 15

Ciascuna Parte Contraente potrà in qualsiasi momento notificare all'altra Parte Contraente il proprio desiderio di porre fine al presente Accordo; tale notifica dovrà essere fatta pervenire contemporaneamente all'Organizzazione dell'Aviazione Civile Internazionale.

Il presente Accordo scadrà dodici mesi dopo la data del ricevimento della notifica da parte dell'altra Parte Contraente, a meno che detta notifica non sia ritirata di comune accordo prima della scadenza di tale periodo. Nel caso in cui la Parte Contraente che deve ricevere tale notifica non accusi ricevuta, la notifica sarà considerata come ricevuta quindici (15) giorni dopo il suo ricevimento da parte dell'Organizzazione dell'Aviazione Civile Internazionale.

Articolo 16

In uno spirito di stretta collaborazione, le Autorità Aeronautiche delle due Parti Contraenti si consulteranno in casi di necessità, al fine di assicurare l'applicazione soddisfacente dei principii definiti nel presente Accordo.

Inoltre, le Autorità Aeronautiche di una delle Parti Contraenti potranno in qualsiasi momento chiedere una consultazione alle Autorità Aeronautiche dell'altra Parte Contraente, al fine di apportare al presente Accordo o al suo Allegato qualunque emendamento ritenuto necessario. La consultazione dovrà avere inizio entro sessanta (60) giorni dalla data della richiesta.

Ogni modifica al presente Accordo, approvata dalle Autorità Aeronautiche, entrerà in vigore dopo la sua conferma mediante scambio di note per via diplomatica.

Articolo 17

Qualunque controversia relativa all'interpretazione o all'applicazione del presente Accordo e del suo allegato dovrà essere definita mediante accordo diretto tra le Autorità Aeronautiche delle due Parti Contraenti o per via diplomatica; durante tali consultazioni sarà mantenuto lo *status quo*.

Tuttavia, le Parti Contraenti potranno, di comune accordo, sottoporre la controversia alla Corte Internazionale di Giustizia. Le Parti Contraenti s'impegnano a conformarsi alle misure provvisorie che potranno essere emanate nel corso dell'istanza nonché alla decisione della Corte Internazionale di Giustizia, quest'ultima essendo considerata in ogni caso come definitiva.

Qualora una delle Parti Contraenti non si conformi alle decisioni della Corte Internazionale di Giustizia, l'altra Parte Contraente potrà, finché durerà tale trasgressione, limitare, sospendere o revocare i diritti o privilegi che aveva accordato in virtù del presente Accordo alla Parte Contraente in difetto.

Articolo 18

Le disposizioni del presente Accordo entreranno in vigore non appena le due Parti Contraenti si saranno notificate reciprocamente l'avvenuto adempimento delle formalità relative alla sua ratifica.

FATTO a Roma, il 7 dicembre 1973, in duplice esemplare in lingua francese, i due testi facenti egualmente fede.

*Per il Governo
della Repubblica Italiana*

MORO

*Per il Governo
della Repubblica Tunisina*

MASMOUDI

ALLEGATO

TABELLA DELLE ROTTE

Rotte tunisine:

Punti in Tunisia - Roma e viceversa.

Rotte italiane:

Punti in Italia - Tunisi e viceversa.